

EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 7 juin 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0032**) :

LA COMMISSION D'URGENCE FONCIÈRE

DIT qu'il est notoire que Monsieur Assoumani OUSSENI possède le bien situé sur la commune de Chiconi cadastré section AI n°433 ET n°434, depuis le 4 novembre 1988, soit depuis 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du Code civil ;

DIT que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

ORDONNE les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

RAPPELLE que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfragable de la possession trentenaire.

I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE

- Prénoms et nom : Monsieur Assoumani OUSSENI
- Domicile : 2 venelle Mrachi, 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 29 octobre 1966 à Chiconi (Mayotte)
- Date du mariage : 11 octobre 2000
- Nom du conjoint : Madame Moinecha MADI
- Régime matrimonial adopté : Mariage de rite musulman inscrit à l'état civil
- Profession : Soudeur
- Indication de sa capacité juridique : pleine

II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE

Situation : Commune de CHICONI

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AI	433	2 venelle Mrachi, 97670 Chiconi	367 m ²
AI	434	2 venelle Mrachi, 97670 Chiconi	26 m ²

Ces parcelles sont à extraire des titres fonciers n°1390 (AI433) et n°539 (AI434).

III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES

1^{er} alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« *Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier* ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« *... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil* »